

Aïla

Insight Stratégique

L'énergie, socle de souveraineté
pour l'Afrique centrale



Sommaire

1: Édito

L'énergie, socle de souveraineté

2: Dossier

Souveraineté énergétique et infrastructures vertes

3: Chiffres clés

L'Afrique centrale face au défi électrique

4: Étude de cas

Le barrage d'Inga : promesses et réalités

5: Regards croisés

La voix des experts

6: Conclusion & perspectives

Édito

L'énergie, socle de souveraineté pour l'Afrique centrale

Sans kilowatt-heure fiable, pas d'usine, pas d'emplois, pas d'attractivité. L'Afrique centrale n'a pas un problème d'idées : elle a un déficit d'électricité. Ce constat doit être le point de départ d'une ambition collective. Parmi eux, l'énergie apparaît comme la condition première de toute souveraineté : sans électricité fiable, diversifiée et compétitive, il n'y aura ni industrialisation, ni emplois durables, ni attractivité pour les investisseurs.

La région dispose pourtant d'atouts considérables : hydrocarbures, potentiel hydroélectrique unique, ensoleillement abondant, et une position géographique stratégique. Mais ces ressources, encore trop peu transformées localement, doivent désormais être mises au service d'un projet collectif.

Avec cet insight, nous proposons d'ouvrir un débat prospectif : comment faire de l'énergie non pas une dépendance, mais un levier de puissance et d'intégration pour l'Afrique centrale ?

“Sans électricité fiable et compétitive, il n'y aura ni industrialisation, ni emplois durables, ni attractivité.

Ike Ngouoni
Chief Executive Officer (CEO)





Regard d'avenir –
Souveraineté énergétique : mirage ou opportunité ?

Souveraineté énergétique et infrastructures vertes : mirage ou opportunité pour l'Afrique centrale ?

Le paradoxe énergétique ?

L'Afrique centrale incarne une équation déroutante : une richesse colossale en ressources – pétrole, gaz, minerais critiques, 100 GW de potentiel hydroélectrique, un ensoleillement quasi illimité – mais une pauvreté énergétique persistante. Moins d'un habitant sur deux bénéficie d'un accès fiable à l'électricité. Ce décalage structurel handicape la compétitivité économique, freine l'industrialisation et entretient la précarité sociale.

La transition mondiale comme accélérateur et contrainte

Le virage global vers la neutralité carbone rebat les cartes. Les financements internationaux se détournent progressivement des énergies fossiles, accentuant la vulnérabilité des pays encore dépendants de ces rentes. Banque mondiale, BAD, investisseurs institutionnels ou fonds climatiques imposent de nouvelles conditions : **alignement sur la transition énergétique, projets bas-carbone, stratégies nationales crédibles. L'Afrique centrale est donc sommée de choisir : rester à la marge ou saisir cette contrainte comme levier de transformation.**

3 leviers pour bâtir une souveraineté énergétique réelle

Levier 1

Diversification et complémentarité

L'hydroélectrique et le solaire doivent devenir les piliers du mix, tandis que le gaz naturel peut jouer un rôle de transition pragmatique.

Levier 2

Infrastructures régionales

Les réseaux isolés ne suffisent plus. L'avenir repose sur des corridors énergétiques transfrontaliers (Cameroun-Tchad, Congo-Gabon-Guinée équatoriale), capables de mutualiser les excédents et sécuriser l'approvisionnement.

Levier 3

Ingénierie financière

Au-delà des bailleurs traditionnels, il s'agit de mobiliser les fonds souverains nationaux (FGIS, Fonds congolais), de renforcer les partenariats public-privé (Meridiam, BDEAC) et de tirer parti des instruments modernes de financement vert, tels que les green bonds.

La souveraineté énergétique ne relève ni du slogan, ni de l'utopie. Elle constitue une condition sine qua non pour une croissance inclusive et durable, et un facteur clé de stabilité politique. Mais elle ne pourra se concrétiser qu'à travers des choix stratégiques clairs, une coopération régionale renforcée et des projets concrets capables d'illustrer la volonté de rupture avec le statu quo. L'alternative est simple : **investir aujourd'hui dans un futur énergétique sobre et interconnecté, ou continuer à subir demain les fractures de l'exclusion énergétique.**

≈ 34%

**Accès à l'électricité
(CEEAC, 11 pays)**

Source : SDG7, ISS Africa

≈ 3%

**Exploitation
hydro RDC**

Source : IEA

6/11

**Pays >50 % exportations
pétrolières
(Angola, Cameroun,
Congo, Guinée Éq.,
Gabon, Tchad)**

Source : OEC / TradeEconomy (2023)

100-150%

**Potentiel hydro bassin
du Congo**

Source : IEA / Africa Energy Portal

22-25 Mds \$

**Besoins d'investissement (Afrique)
d'ici 2030**

Source : IEA Africa Outlook 2022

1,6 tn\$ (2022)



1,1 tn\$ (2023)

Soutiens aux fossiles

Source : IEA / OCDE

The background image shows an aerial view of a massive concrete dam. The dam's surface is textured and shows signs of age and weathering. A narrow walkway or path runs along the top edge of the dam. Two small figures of people are visible on this walkway, highlighting the immense scale of the structure. The surrounding landscape appears to be a mix of green vegetation and rocky terrain.

Étude de cas

Inga, le rêve hydraulique africain

1. Contexte et ambition initiale

Dans les années 1970, le barrage d'Inga, en République Démocratique du Congo, était imaginé comme un projet d'intégration continentale sans précédent. Avec une capacité totale estimée à 40 GW, il devait rivaliser avec les plus grands ouvrages hydroélectriques au monde. L'ambition allait au-delà de l'électricité :

- positionner la RDC comme le “batterie de l'Afrique”
- stimuler l'industrialisation régionale
- et incarner un projet-phare du panafricanisme énergétique.

Dès le départ, Inga fut perçu comme un rêve titanique : transformer l'un des fleuves les plus puissants du monde en moteur de développement.

2. La réalité du terrain

- Inga I et II (1972, 1982) fonctionnent, mais à une capacité bien inférieure aux attentes
- Les extensions (Inga III, Grand Inga) se heurtent à des financements instables, des conflits d'intérêts politiques, et une gouvernance fragile.
- Les promesses d'interconnexion régionale (vers l'Afrique du Sud, le Nigeria ou l'Angola) restent sur papier.

À chaque annonce, l'enthousiasme international s'est heurté à la dure réalité : **instabilité politique, corruption, dette et incertitudes techniques**.

3. Les facteurs d'échec

Trois dynamiques principales expliquent l'impasse :

a) Le gigantisme comme risque

Un projet de plusieurs dizaines de milliards de dollars, nécessitant une coordination multinationale, est particulièrement vulnérable. Chaque changement de régime, chaque crise économique, chaque tension géopolitique remet en cause son avancement.

b) La dépendance aux bailleurs

Banque mondiale, BAD, Chine, Union européenne, fonds privés : tous ont été courtisés. Mais les financements sont

restés volatils, liés aux aléas politiques et à la perception du risque.

c) La gouvernance déficiente

Le manque de transparence et la fragilité institutionnelle ont découragé des investisseurs qui exigent des garanties claires de retour sur investissement. Inga est devenu un “cimetière de MoUs”, où mémorandums et accords s'accumulent sans concrétisation.

4. Comparaisons internationales

- Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) : financé en grande partie par des fonds domestiques, construit malgré les pressions géopolitiques, il montre qu'un projet d'ampleur peut avancer si la volonté politique est ferme et cohérente.
- Lesotho Highlands Water Project : un partenariat bilatéral avec l'Afrique du Sud, centré sur un contrat clair de fourniture d'eau et d'énergie, illustre la puissance de la clarté contractuelle.

Inga, à l'inverse, a souffert d'une absence de vision partagée et d'alignement durable.

5. Les enseignements pour l'Afrique

L'expérience d'Inga livre des leçons clés pour les décideurs :

Privilégier l'agilité au gigantisme. Les solutions modulaires – petites centrales solaires, mini-barrages, interconnexions transfrontalières ciblées – sont plus rapides, moins risquées, et mieux adaptées aux réalités locales.

Construire la confiance avant de construire l'infrastructure. La transparence de gouvernance et la stabilité institutionnelle sont des conditions sine qua non pour attirer les financements.

Adopter une logique de portefeuille. Plutôt que de parier tout sur un méga-projet, les États devraient répartir leurs efforts sur plusieurs projets complémentaires, réduisant ainsi le risque systémique.

Mobiliser les partenariats hybrides. Les PPP et investisseurs spécialisés (fonds d'infrastructures, opérateurs privés d'énergie) peuvent jouer un rôle crucial, à condition que les cadres réglementaires soient clairs et crédibles.

6. Conclusion – Du rêve continental à la pragmatique locale

Inga n'est pas seulement une histoire d'échec, mais un cas d'école : il illustre les promesses et les dangers des méga-projets africains.

L'avenir de l'énergie en Afrique ne réside pas nécessairement dans des "projets pharaoniques" à l'échelle d'un continent, mais dans une approche hybride, modulaire et résiliente.

La leçon ultime d'Inga : dans des environnements incertains, l'agilité et la gouvernance valent plus que la grandeur des a



Regards croisés avec Jeremie AYONG NKODJIE OBAME

Jérémie Ayong Nkodjie Obame est dirigeant d'entreprise dans le secteur pétrolier et chroniqueur économique. Fort d'une expérience dans le raffinage et la commercialisation des hydrocarbures au Gabon, il apporte un regard éclairé sur les marchés de l'énergie et leurs impacts en Afrique centrale.

INA : On sait que les besoins énergétiques de l'Afrique centrale sont immenses, et que l'État seul ne peut pas mobiliser les dizaines de milliards nécessaires. C'est ce qui explique l'essor des partenariats public-privé. Mais certains observateurs disent que les PPP sont souvent des "montages financiers opaques" qui profitent plus aux investisseurs qu'aux citoyens. Comment répondez-vous à cette critique ?

Expert : C'est une critique légitime, surtout quand les contrats manquent de transparence. Mais le principe du PPP reste solide : il s'agit de mutualiser les risques et d'accélérer la mise en œuvre. Là où ça fonctionne, c'est quand le cadre contractuel est clair et que les autorités imposent des mécanismes de redevabilité. On ne peut pas demander aux États de porter seuls des projets aussi lourds, mais on ne peut pas non plus laisser le privé dicter ses conditions. L'équilibre, c'est la gouvernance.

D'ailleurs, au-delà du schéma PPP classique, il existe d'autres mécanismes intéressants. Le BOT (Build-Operate-Transfer), par exemple, permet à un opérateur privé de financer, construire et exploiter une infrastructure énergétique pendant une durée donnée avant de la transférer à l'État. C'est une formule qui attire des capitaux et garantit une gestion professionnelle, à condition que la régulation protège l'intérêt des citoyens.

INA : Prenons l'exemple des tarifs. On a vu dans plusieurs pays que la rentabilité recherchée par les investisseurs pouvait mener à des prix de l'électricité prohibitifs. Pourtant, dans des contextes fragiles, l'électricité n'est pas qu'un produit : c'est aussi un bien social. Est-ce que ce n'est pas le dilemme insoluble des PPP ?

Expert : C'est effectivement le point de tension majeur. Mais il existe des solutions : tarification progressive, subventions ciblées, fonds de compensation alimentés



par les grands consommateurs. L'expérience montre aussi que les citoyens acceptent mieux de payer un prix plus élevé s'ils voient une amélioration tangible du service. Le vrai problème, ce n'est pas tant le coût que la fiabilité et la confiance dans le système.

C'est ici que le Project Finance prend tout son sens : il permet de financer un projet sur la base de sa capacité future à générer des revenus, plutôt que sur le budget de l'État. Cela ouvre la porte à des montages hybrides associant banques, fonds souverains et investisseurs spécialisés, notamment à travers des green bonds ou des financements climat. Ces instruments modernes réduisent la pression tarifaire et renforcent la soutenabilité du modèle.

INA : Donc, si je vous suis, le succès d'un PPP énergétique ne se joue pas uniquement sur le financement, mais aussi sur la perception qu'ont les citoyens de l'équité du modèle ?

Expert : Absolument. Un PPP réussi n'est pas seulement une opération financière. C'est un contrat social à trois parties : l'État, le secteur privé et les citoyens. Si l'un des trois acteurs se sent exclu ou lésé, le modèle finit par s'effondrer. C'est valable pour les PPP traditionnels, mais aussi pour les BOT ou le Project Finance. Dans tous les cas, la clé reste la même : gouvernance, transparence et équité.

Conclusion & Perspectives

L'énergie n'est pas seulement une infrastructure technique : elle dessine l'avenir industriel, social et politique de la région. Si chaque pays poursuit sa trajectoire isolée, l'Afrique centrale restera prisonnière de ses propres limites. Mais une stratégie concertée, appuyée sur des financements innovants et des partenariats équilibrés, peut transformer la région en acteur stratégique de la transition énergétique mondiale.

C'est à ce prix que l'Afrique centrale pourra se positionner non pas à la marge, mais au cœur des grands équilibres du XXI^e siècle.

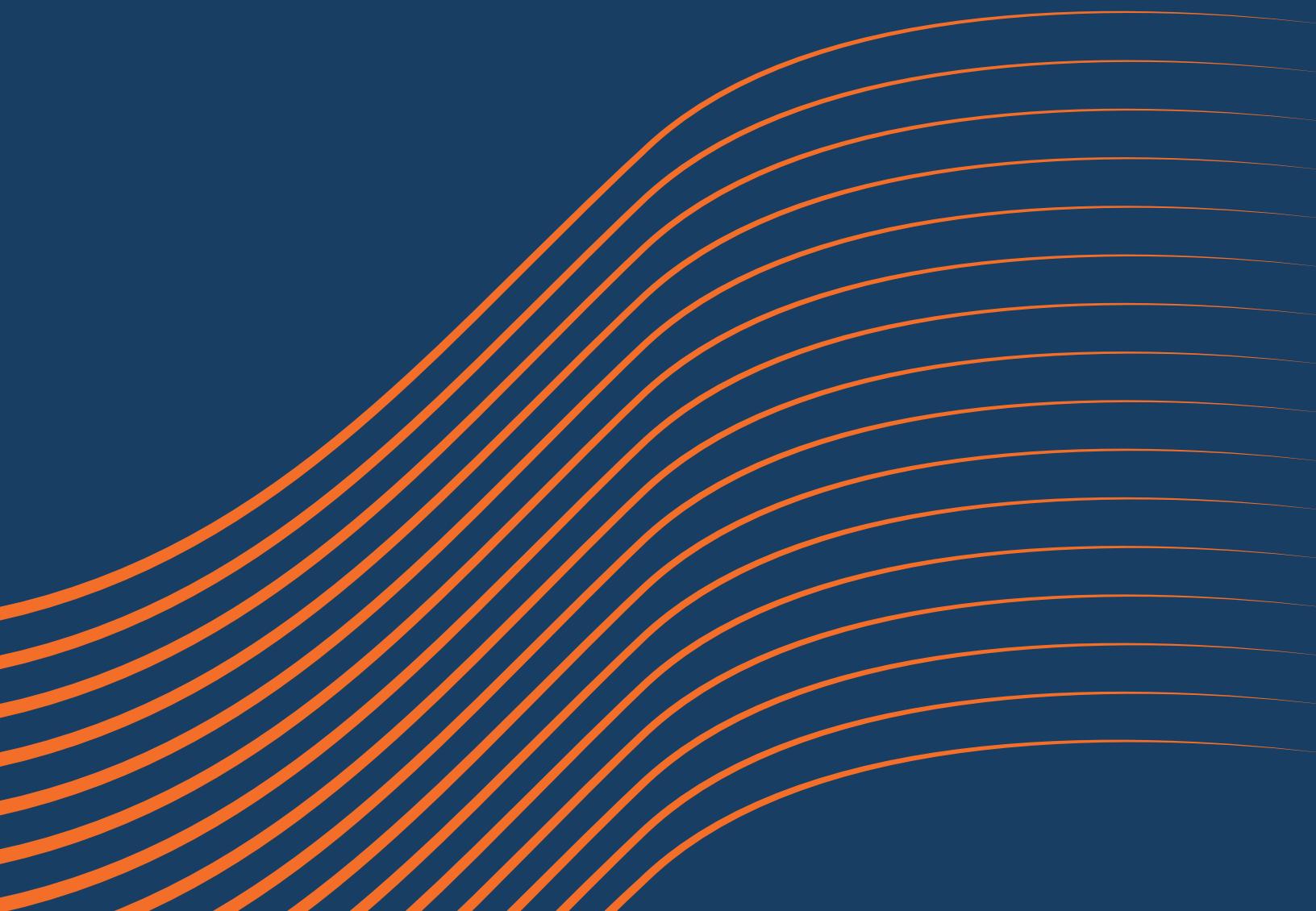
Cette conviction guidera l'ensemble de nos capsules mensuelles et hebdomadaires : éclairer les tendances, mettre en avant des données fiables et partager des exemples concrets pour nourrir l'action et l'investissement.

Choisir l'agilité plutôt que le gigantisme, la coopération plutôt que l'isolement, la gouvernance plutôt que l'annonce : c'est à ces conditions que l'Afrique centrale passera de la rente au rendement. Aïla s'y engage, aux côtés des décideurs publics et des industriels.

Nos offres Aïla

Due diligence énergétique & data-room	Evaluer marchés, technologies, CAPEX/OPEX et risques
Structuration PPP & régulation	Modèles tarifaires, clauses de performance et partage des risques.
Feuilles de route CAPP	Prioriser interconnexions régionales et projets modulaires.





Libreville, Gabon Site web : www.aila-strategy.com
Email : contact@aila-strategy.com Téléphone : +241 76335733